

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : M. LEDROLE

☎ : 04.56.59.49.61

📠 : 04.56.59.49.96

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N°2014-237-0019

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société CATERPILLAR FRANCE au sein de son établissement situé 40, avenue Léon Blum sur la commune de GRENOBLE, notamment l'arrêté préfectoral n°2012-026-0041 du 26 janvier 2012 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 16 juillet 2014, établi à la suite d'une visite d'inspection approfondie effectuée le 23 janvier 2014 sur le site de la société CATERPILLAR France sur la commune de GRENOBLE ;

VU la lettre du 16 juillet 2014, par laquelle l'inspecteur de l'environnement de la DREAL a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société CATERPILLAR FRANCE et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son site de GRENOBLE ;

CONSIDERANT que lors de sa visite, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des non-conformités en ce qui concerne les rejets aqueux de l'établissement ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.9 des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2012-026-0041 du 26 janvier 2012 susvisé ;

CONSIDERANT que le non respect de ces dispositions est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1 – La société CATERPILLAR FRANCE (siège social : 40, avenue Léon Blum 38100 GRENOBLE) est mise en demeure, pour son établissement de GRENOBLE, de respecter, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, les valeurs limites pour les rejets aqueux définies à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n°2012-026-0041 du 26 janvier 2012.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de GRENOBLE et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère et notifié à la société CATERPILLAR FRANCE.

Grenoble, le **25 AOUT 2014**

Le Préfet


Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général
Patrick LAPOUZE